

LES FOCUS ECO ELLISPHERE

LES PROCÉDURES COLLECTIVES EN FRANCE

Redressements judiciaires et
liquidations judiciaires directes,
procédures de sauvegarde

BILAN
2025



“
**Toujours plus de
défaillances**
”

Sommaire

Partie 1

Panorama général : page 3

Partie 2

Profil des entreprises : page 10

Partie 3

Méthodologie : page 15

Les procédures collectives en France

Bilan 2025



CHIFFRES CLÉS

France entière à fin décembre 2025 sur 12 mois glissants

EN NOMBRE

OUVERTURES DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE DIRECTE

Hexagone **69 262** DROM **2 441**

OUVERTURES DE PROCÉDURE DE SAUVEGARDE

Hexagone **1 466** DROM **48**

Source ELLISPHERE

+7,3% **+19,5%**

-2,2% **-32,4%**

ÉVOLUTIONS 2024/2025

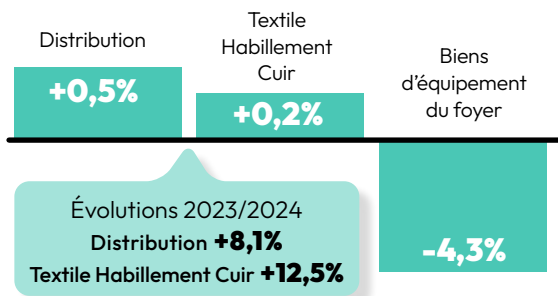
TOPS & FLOPS SECTORIELS

Les secteurs d'activité présentant les plus fortes évolutions du nombre de défaillances (RL/LJ)

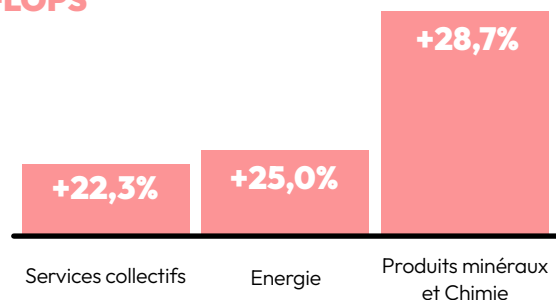
En pourcentage, sur 12 mois glissants à fin décembre 2025

HEXAGONE

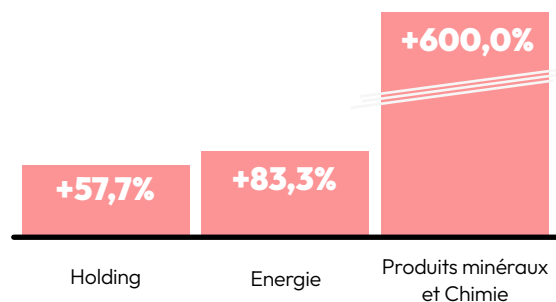
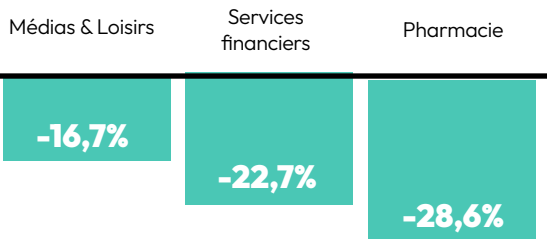
TOPS



FLOPS



DROM



Source ELLISPHERE

Les procédures collectives en France

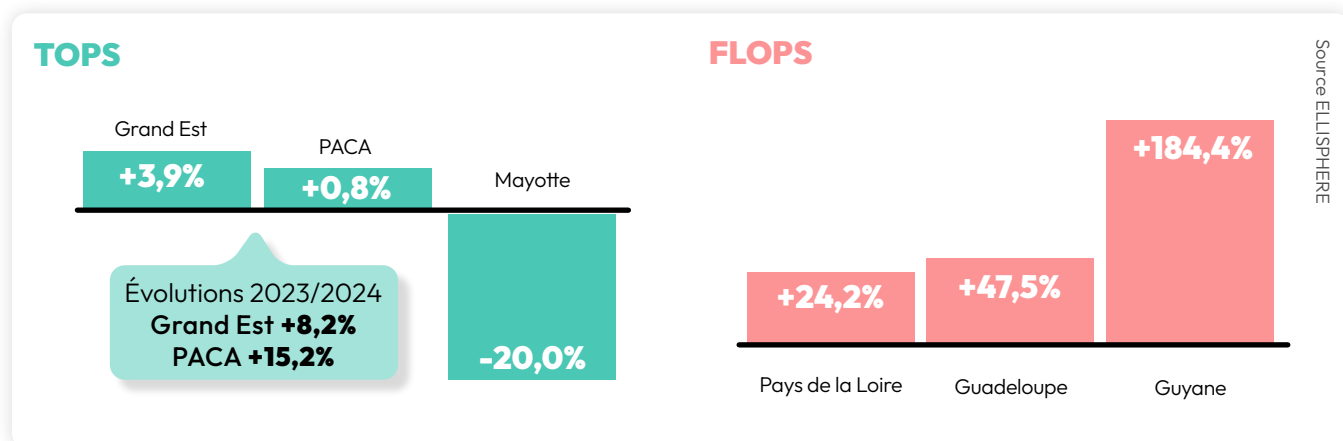
Bilan 2025



TOPS & FLOPS TERRITORIAUX

Les régions et territoires présentant les plus fortes évolutions du nombre de défaillances (RL/LJ)

En pourcentage, sur 12 mois glissants à fin décembre 2025



DÉFAILLANCES : LES PAYS DE LA LOIRE À LA PEINE, UNE FORTE ACCALMIE EN PROVENCE ALPES-CÔTE-D'AZUR

L'année 2025 s'est déroulée avec un degré d'incertitude élevé qui a grevé la croissance. Les conflits internationaux continuent à insuffler un climat général morose, l'instauration de barrières douanières « flottantes » a déstabilisé les flux commerciaux internationaux.

Au plan national, l'hémorragie de défaillances d'entreprise (ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire directe) liée aux PGE touche à sa fin ; ceux contractés en 2020 (70% du total) devraient être remboursés d'ici l'été 2026, ce qui permettrait ainsi aux entreprises y ayant eu recours de regonfler leur trésorerie. Pour la deuxième fin d'année consécutive, le vote tardif de la loi de finance entraîne des reports, voire des annulations de projets par manque de visibilité ; des conditions qui ont contribué à une nouvelle augmentation du nombre de défaillances.

Sur les 12 mois glissants à fin 2025, l'Hexagone présente 69 262 défaillances, ce qui correspond à une évolution de +7,3% par rapport à 2024. Ce résultat reste cependant bien inférieur à celui enregistré fin 2024 avec +18%. Comme toujours, il existe de nombreux contrastes territoriaux et sectoriels.



Les procédures collectives en France

Bilan 2025



Les sujets d'inquiétude sont multiples tant au plan national qu'au plan international. En France, les incertitudes budgétaires accentuent le manque de visibilité des entreprises qui sont susceptibles d'être fortement mises à contribution... Quant aux services publics, ils ne doivent leur salut qu'à la loi spéciale adoptée en urgence ; ce qui était déjà le cas en 2025.

A l'international, les conflits sont nombreux (Iran, Gaza, Ukraine...) amplifiés par des opérations comme celle menée au Venezuela par les Etats-Unis, ou encore par les dernières menaces tarifaires étasuniennes sur l'Europe concernant le Groenland.

Dans l'Hexagone, les manifestations hostiles à l'accord commercial de libre échange du Mercosur ne font que rajouter doutes et complexité à une situation déjà difficile. L'interrogation aujourd'hui n'est plus d'avoir confirmation d'une conjoncture délicate en France mais d'estimer réellement l'ampleur et la durée de toutes ces difficultés sur l'économie française.

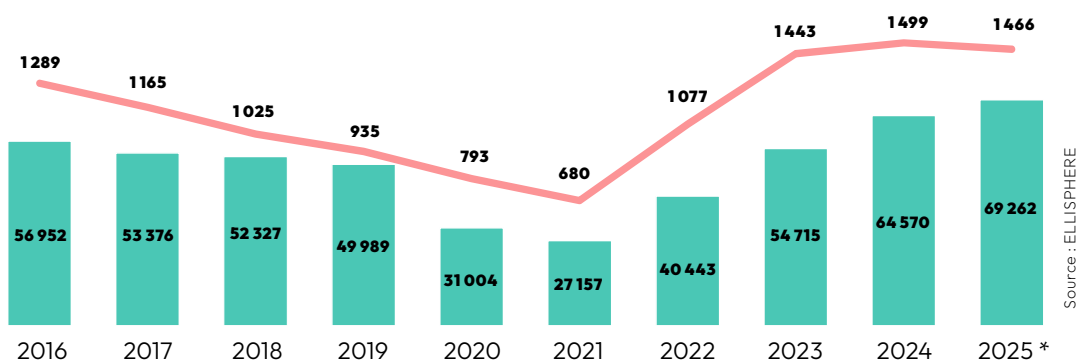


Max Jammot
Responsable du pôle économique chez ELLISPHERE

FRANCE HEXAGONE

ÉVOLUTION en nombre

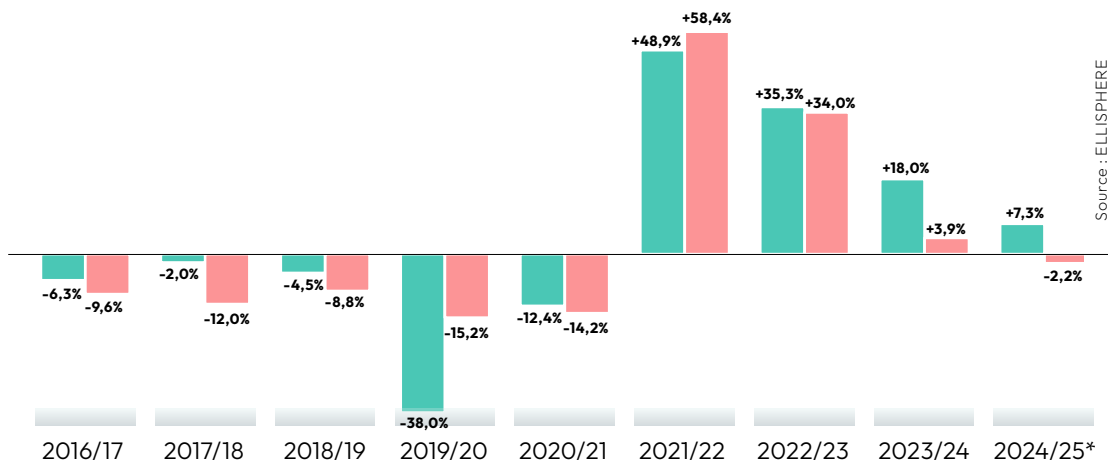
Défaillances et procédures de sauvegarde depuis 2016



FRANCE HEXAGONE

ÉVOLUTION en pourcentage

Défaillances et procédures de sauvegarde depuis 2016



LÉGENDE

● Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes ● Procédures de sauvegarde

Les procédures collectives en France

Bilan 2025



FOCUS DROM

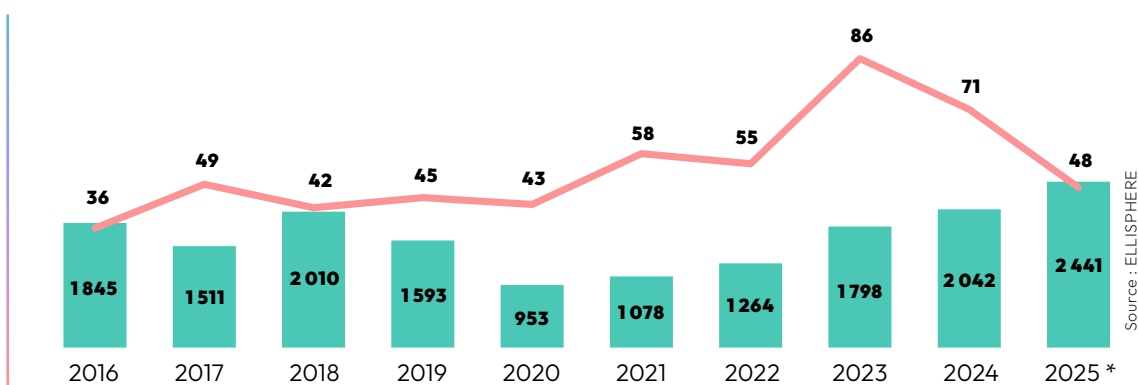
Les Départements et Régions d'Outre-mer (DROM) enregistrent une augmentation de +19,5% du nombre de leurs défaillances sur 12 mois glissants à fin décembre 2025. Les inégalités territoriales demeurent flagrantes.

Tandis que la Guyane s'enfonce avec une explosion du nombre de défaillances de +184%, notamment en raison de sa dépendance aux marchés publics, La Réunion enregistre un ralentissement de l'évolution haussière : +7% de défaillances en 2025 contre +27,2% en 2024, en particulier grâce aux chantiers de reconstruction suite au cyclone Garance.

FRANCE DROM

ÉVOLUTION en nombre

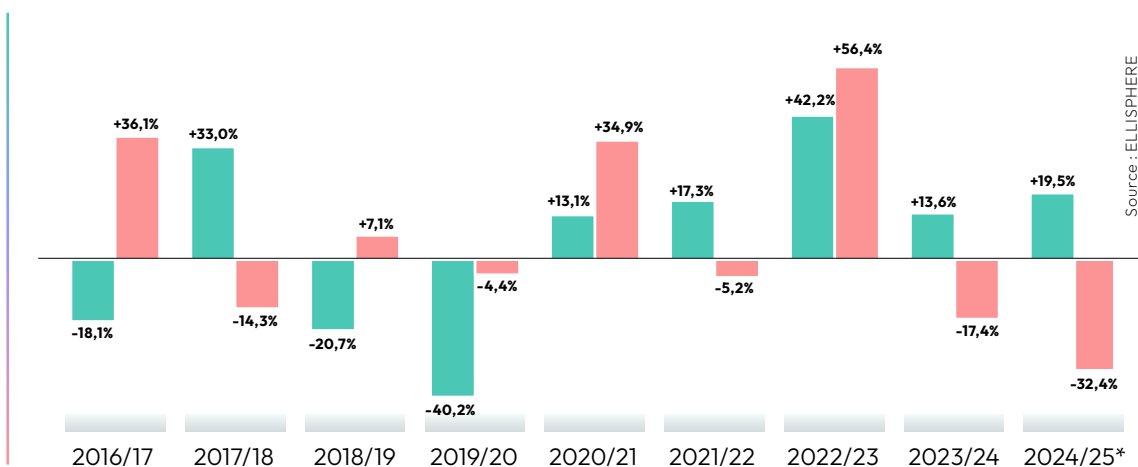
Défaillances et procédures de sauvegarde depuis 2016



FRANCE DROM

ÉVOLUTION en pourcentage

Défaillances et procédures de sauvegarde depuis 2016



LÉGENDE

● Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes

● Procédures de sauvegarde

Les procédures collectives en France

Bilan 2025

Les TPE, dont la trésorerie est souvent plus fragile en raison de marges réduites, représentent 86% des défaillances. Ces petites structures sont d'autant plus impactées par les retards de paiement qui atteignent près de 18 jours en moyenne au T4 2025 (+1,4% comparé au T4 2024).

A noter cependant que les 10 plus importantes défaillances d'entreprise cumulent un chiffre d'affaires supérieur à 1,6 milliard d'euros, ouvrant la porte à plus de 8 000 suppressions d'emplois.

A contrario, avec 1 514 entités concernées à fin 2025 en France, le nombre de procédures de sauvegarde enregistre une inflexion : -2,2% dans l'Hexagone et -32,4% dans les DOM. Réservées aux structures qui ne sont pas en cessation de paiements, ces évolutions peuvent laisser penser que les entreprises s'empêchent dorénavant trop rapidement pour avoir le temps de recourir à cette procédure.

L'indice de dynamisme entrepreneurial (IDE) qui repose sur le ratio entre les créations et disparitions de société commerciale, reste au-dessus du seuil de renouvellement avec 1,2 dans l'Hexagone et 1,1 dans les DOM. Cependant, tout au long de l'année 2025, l'augmentation du nombre de créations est restée bien moins dynamique que celle des disparitions ; l'indice devrait donc logiquement se dégrader au premier trimestre 2026.

Evolution des créations, disparitions et Indice de Dynamisme Entrepreneurial (IDE)

En nombre, par année depuis 2014



Les procédures collectives en France

Bilan 2025



FOCUS SECTORIEL

Divers secteurs d'activité ont subi les conséquences des fluctuations des barrières douanières américaines, à commencer par l'industrie automobile européenne. Déjà affecté par un affaiblissement de la demande, le secteur a vu ses droits de douanes s'élever à 27,5% entre avril et août 2025, pour ensuite redescendre à 15%. Parallèlement, les négociations sino-américaines ont entraîné en Europe, et ce malgré des droits de douanes déjà augmentés fin 2024, un afflux plus prononcé de modèles chinois. La part de marché des marques automobiles chinoises dans l'Union Européenne aurait ainsi plus que doublé en un an, passant de 3,3% en septembre 2024 à 7,4% en septembre 2025. D'où la mobilisation des équipementiers automobiles afin de légiférer sur un taux minimal de pièces issues de l'Union Européenne dans les véhicules ; décision de la Commission européenne attendue fin février 2026.

Le secteur Aéronautique et spatial, pour lequel les exportations hors Union Européenne sont essentielles, a mieux tiré son épingle du jeu. La taxe de 15% relative aux exportations vers les Etats-Unis n'a pesé que sur la période d'avril à juillet 2025, période pendant laquelle une politique de stockage a été appliquée.

D'après les chiffres de l'Insee, au 3^{ème} trimestre 2025 les exportations aéronautiques et spatiales, hors matériel militaire, ont atteint 17,3 Mds d'euros, soit +17,7% comparé au 2^{ème} trimestre 2025, contribuant à un relèvement de la croissance de +0,5%.

Le secteur Moyens de transport présente sur 12 mois glissants à fin 2025, une évolution de +11,5% du nombre de ses défaillances et un IDE à 1,1 contre 1,3 à fin 2024.

Plus de 39% de ces défaillances concernent le Commerce de voitures et de véhicules automobiles avec une hausse de +16,3% du nombre de défaillances (+19,3% en année glissante à fin 2024).



En effet, les français sont toujours dans l'attente concernant les achats de véhicules neufs, d'une part en raison du relèvement des prix des véhicules dans un contexte économique qui incite les ménages à économiser, d'autre part en raison des réglementations concernant le passage à des véhicules plus écologiques, qui ne correspondent pas nécessairement à leur besoin et pour lesquels ils ne bénéficieront pas forcément d'aides gouvernementales souvent très ciblées.

Le secteur des Services Collectifs est également très impacté avec +22,3% de défaillances sur 12 mois glissants à fin décembre 2025. Par ailleurs, l'IDE de ce secteur passe à 1,3 fin 2025, contre 1,5 en 2024.

Parmi les activités touchées, les structures d'accueil de jeunes enfants (+121,7% de défaillances) qui fait face à des problèmes de recrutement et des charges élevées, et commence aussi à subir les conséquences de la baisse de la natalité (-22% en 15 ans dont plus de -3,5% ans en 2025).

L'activité de Récupération des déchets triés (+43,3% de défaillances) est affectée par les importations massives de matières plastiques recyclées en provenance de pays où les coûts de production sont moindres.

Les procédures collectives en France

Bilan 2025

FOCUS PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

En PACA, sur 12 mois glissants fin 2025, le nombre de défaillances va vers une stabilisation avec une hausse contenue à seulement +0,8%.

À la manne du tourisme (13 % du PIB régional), s'ajoute la volonté de la région ainsi que d'autres organismes de lever des fonds pour le développement de l'industrie et le soutien aux entreprises. Parmi les investissements 2025, le quartier Euroméditerranée de Marseille, dont la réhabilitation a débuté il y a 30 ans et qui s'est vu doté d'une nouvelle enveloppe de 249 millions d'euros jusqu'en 2040, ou encore le déblocage par risingSUD (agence d'attractivité et de développement économique régionale) de 2 milliards d'euros pour 8 grands projets, dont 600 millions pour le renforcement de la compétitivité du site Airbus Helicopters de Marignane. Ces programmes ont certainement contribué à la baisse de -3,5% du nombre de défaillances dans le Bâtiment Travaux Public au même titre que la reprise du marché immobilier ancien (+12% pour les ventes de logements anciens sur 12 mois glissants à fin décembre 2025), couplée à des mesures telles que l'élargissement du prêt à taux zéro, l'exonération des droits de mutation lors d'une donation jusqu'à 300 000 euros et l'absence d'augmentation des frais de notaires pour les primo accédants, venus soutenir le financement d'achats de logement.

FOCUS PAYS DE LA LOIRE

Une tendance inverse se dessine dans les Pays de la Loire qui enregistrent une envolée de +24,2% du nombre de défaillances (contre +13,3% en année glissante à fin 2024).

La région dispose quant à elle d'un tissu industriel dense (aéronautique, agroalimentaire, textile...) et de départements côtiers, qui en font un lieu d'habitation prisé. La population des Pays de la Loire a en effet enregistré une croissance d'environ 6% sur la période 2015-2025 (près du double enregistré au niveau national avec +3,2%). Cette dynamique démographique a stimulé les investissements immobiliers, mais également les prix de ventes en raison de la forte demande.

Entre septembre 2019 et septembre 2022, le nombre de logements neufs mis en chantier sur la région aurait progressé de +22,3%, contre une baisse de -33,8% sur les 3 années suivantes en raison du retournement du marché provoqué par l'inflation et l'envolée des taux immobiliers. Le prix des matériaux est resté instable en 2025, pesant sur les trésoreries des constructeurs déjà endettés et différant les approvisionnements. Le phénomène a entraîné des retards de livraison de programmes et donc des reports d'encaissements qui ont accéléré les difficultés des entreprises.

Le BTP régional affiche une montée de +37,7% du nombre de défaillances, dont +40,8% du nombre de défaillances pour la Travaux de maçonnerie générale et le gros œuvre de bâtiment et +111,8% pour la Location de terrains et d'autres biens immobilier, l'activité locative étant particulièrement touchée par la crise actuelle.

Sur ce territoire, la morosité a également affecté les Services aux particuliers (+24,1% de défaillances). Parmi les activités ayant le plus de défaillances, la restauration avec +30%, soit +33,6% en restauration traditionnelle et +26,3% en restauration rapide, ou encore la coiffure avec +27,9% de défaillances. Des activités qui ont probablement fait les frais d'arbitrages de consommation des ménages dans un contexte économique incertain.

Les Pays de la Loire conservent néanmoins un IDE supérieur à l'IDE national avec 1,3, confirmant ainsi une bonne vitalité du tissu économique, et ce malgré un nombre de défaillances élevé.

FOCUS DROM

Dans les DROM, la Guyane est affectée par les défaillances dans le secteur du Bâtiment Travaux Publics (près de 9% de son PIB), qui a souffert du fléchissement des commandes publiques (environ 65% du marché) en raison du resserrement budgétaire. De plus les délais de paiement trop longs des organismes publics engendrent d'importantes difficultés de trésorerie et un recul des investissements. Malgré les actions menées précédemment, le délai de paiement moyen pour le secteur du BTP en Guyane resterait actuellement de 44 jours, contre 18,91 jours pour le BTP Hexagonal au T4 2025. En réaction, une charte a été signée en octobre 2025 par des organisations socio-professionnelles pour tenter d'améliorer la situation.



Les procédures collectives en France

Bilan 2025

VERS UNE STABILISATION DES DÉFAILLANCES EN 2026

La Chine, affectée en 2024 par une grave crise immobilière qui a provoqué un ralentissement économique, souffre désormais des méfaits de sa politique de guerre des prix. Ces tensions ont amplifié la recherche de débouchés à l'exportation, notamment sur des activités très touchées par les défaillances telles que la construction automobile, la production de batteries électriques ou encore d'acier.

L'accord signé fin octobre 2025 avec les Etats-Unis concernant la réduction des droits de douanes de 57% à 47%, devrait rééquilibrer la répartition des exportations et diminuer la pression croissante qui s'abattait sur l'Union européenne ces derniers mois. Plusieurs filières européennes tentent de réguler le renforcement de cette concurrence, dont la sidérurgie.

L'activité Métaux qui pâtit d'une augmentation de +19,3% de ses défaillances sur 12 mois glissants à fin décembre 2025 (contre 12,4% à fin 2024), bénéficiera du nouveau cadre établi en octobre 2025 par la commission européenne. Ce dernier devrait réduire les quotas d'importations et augmenter les droits de douanes sur les importations excédentaires. A cela s'ajoute, depuis le 1^{er} janvier 2026, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), dispositif européen destiné à taxer les importations de produits dont la fabrication est très carbonée, incluant les métaux.

Ce début d'année 2026 est également marqué par l'instabilité au Moyen-Orient (Iran). Dans un contexte international instable et insécure, la croissance

mondiale devrait ainsi se maintenir autour de 3%.

La croissance nationale pourrait s'améliorer en 2026, mais demeurer molle avec une prévision autour de 1%. Cette conjoncture tient compte d'un renforcement des investissements des ménages et des entreprises par rapport à 2025. Or le vote tardif du budget, avec des débats plutôt centrés sur un alourdissement de la fiscalité, auront encore des répercussions sur la première partie de l'année 2026. Cependant, le plan de relance de la construction récemment engagé par le gouvernement, pourrait avoir un impact favorable sur le BTP, qui reste le secteur d'activité historiquement le plus impactée par les défaillances.

Le nombre de projets d'investissements étrangers a enregistré une progression de 2% en 2025, ce qui pourrait laisser augurer une tendance positive pour 2026. Les exportations devraient également venir appuyer cette croissance, avec une bonne surprise du côté de l'Allemagne, premier partenaire européen de la France, dont l'économie semble repartir grâce aux financements publics et à la consommation intérieure.

La récente décision de la Banque Centrale Européenne de maintenir au même niveau le taux directeur et l'inflation modérée dont la hausse devrait rester inférieure à 2%, contribueront à soutenir l'économie. Ces facteurs pourraient permettre une stabilisation du nombre de défaillances en 2026.

JUGEMENTS DES GREFFES DES TRIBUNAUX DE COMMERCE EN FRANCE HEXAGONE AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2025 par mois, en nombre

Jugements prononcés	Octobre 2025	Novembre 2025	Décembre 2025
Conversion de la sauvegarde en LJ	20	14	14
Conversion de la sauvegarde en LJS	7	4	5
Conversion de la sauvegarde en RJ	25	25	12
Homologation de la conciliation	11	9	8
Homologation de l'accord de règlement amiable	2	1	0
Jugement de Conversion du Redressement judiciaire en Liquidation judiciaire	750	857	732
Jugement de Conversion du Redressement judiciaire en Liquidation judiciaire simplifiée	265	274	294
Liquidation judiciaire	1931	2 123	2 391
Plan de cession	76	74	112
Plan de cession partielle	3	3	4
Plan de continuation/redressement	385	375	443
Plan de sauvegarde	58	40	62
Plan de traitement de sortie de crise	6	7	4
Procédure de sauvegarde	133	128	145
Redressement judiciaire	2 010	1 831	1 679
Renouvellement de la période d'observation	1 189	1 090	1 199
TOTAL	6 871	6 855	7 104

Source : ELLISPHERE



Profil des entreprises

Profil des entreprises

Hexagone

Chiffres à fin décembre 2025 sur 12 mois glissants

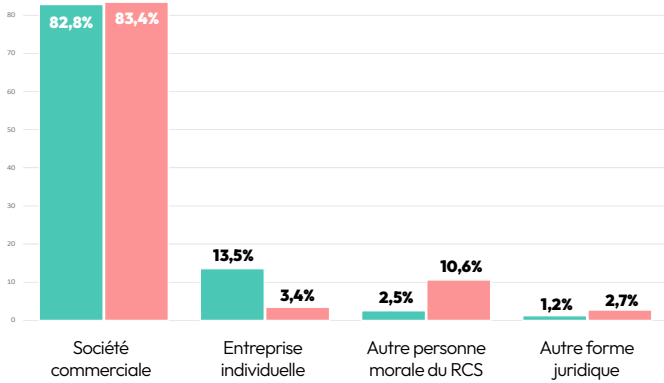
● Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes

● Procédures de sauvegarde



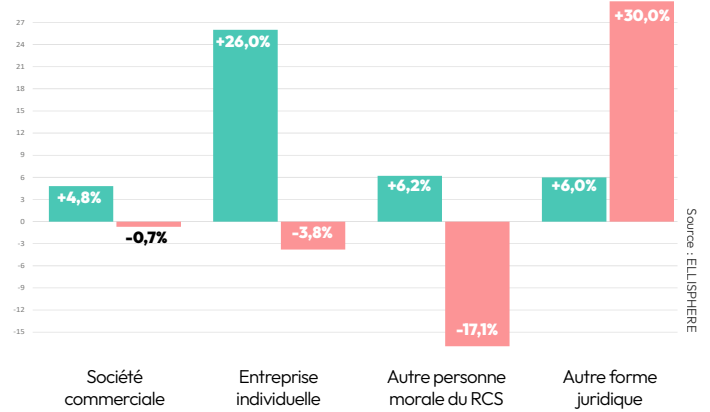
PROFIL DES ENTREPRISES PAR FAMILLE JURIDIQUE

Répartition en % des entreprises



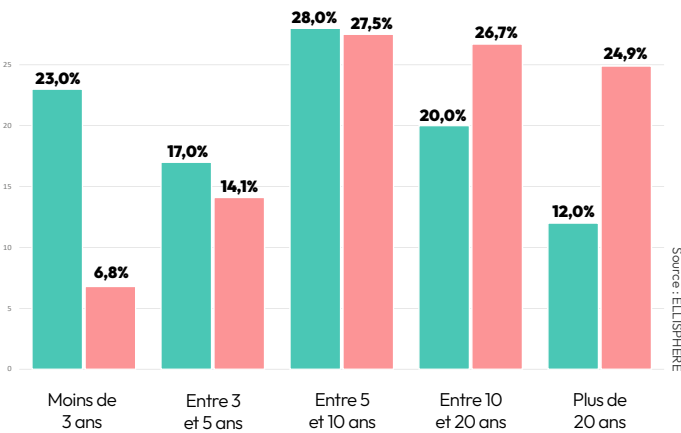
PROFIL DES ENTREPRISES PAR FAMILLE JURIDIQUE

Evolution en % du nombre d'entreprises



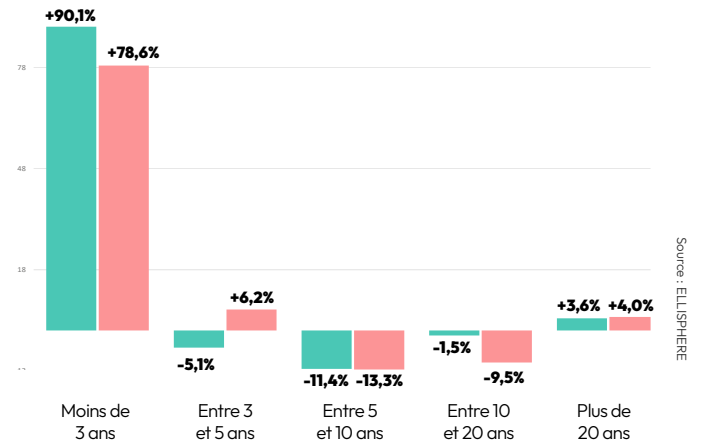
PROFIL DES ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

Répartition en % des entreprises



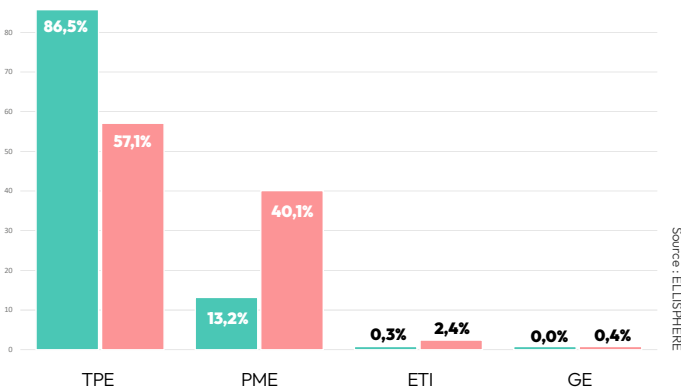
PROFIL DES ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

Evolution en % du nombre d'entreprises



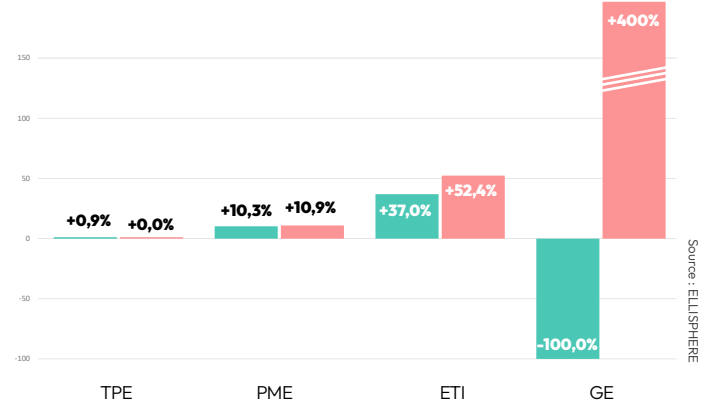
PROFIL DES ENTREPRISES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Répartition en % des entreprises



PROFIL DES ENTREPRISES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Evolution en % du nombre d'entreprises



Profil des entreprises

Hexagone



PROCÉDURES PAR RÉGION

en nombre et en pourcentage à fin décembre 2025 sur 12 mois glissants

REGION	Nombre de RJ et LJ *	Répartition	Evolution 2024 / 2025	Nombre de PS **	Répartition	Evolution 2024 / 2025
ÎLE DE FRANCE	16 857	24,3%	+5,9%	214	14,6%	-8,9%
AUVERGNE-RHONE-ALPES	8 463	12,2%	+7,4%	207	14,1%	+0,5%
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	6 822	9,8%	+0,8%	96	6,5%	-43,5%
NOUVELLE AQUITAINE	6 808	9,8%	+13,8%	289	19,7%	+12,9%
OCCITANIE	6 415	9,3%	+7,9%	175	11,9%	+31,6%
HAUTS-DE-FRANCE	5 220	7,5%	+7,4%	86	5,9%	+13,2%
GRAND EST	4 618	6,7%	+3,9%	84	5,7%	+13,5%
PAYS DE LA LOIRE	3 305	4,8%	+24,2%	82	5,6%	-2,4%
NORMANDIE	2 869	4,1%	+4,5%	46	3,1%	-50,0%
BRETAGNE	2 642	3,8%	+6,7%	78	5,3%	+11,4%
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	2 387	3,4%	+7,8%	53	3,6%	-1,9%
CENTRE - VAL DE LOIRE	2 376	3,4%	+6,5%	47	3,2%	+11,9%
CORSE	480	0,7%	+13,7%	9	0,6%	+28,6%
TOTAL	69 262	100%	+7,3%	1 466	100%	-2,2%

Source : ELLISPHERE

PROCÉDURES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

en nombre et en pourcentage à fin décembre 2025 sur 12 mois glissants

ACTIVITE	Nombre de RJ et LJ *	Répartition	Evolution 2024 / 2025	Nombre de PS **	Répartition	Evolution 2024 / 2025
Bâtiment et Travaux publics	18 361	26,5%	+1,9%	249	17,0%	-28,0%
Services aux particuliers	12 724	18,4%	+12,3%	200	13,6%	+6,4%
Services aux entreprises	7 343	10,6%	+10,3%	155	10,6%	+13,1%
Distribution	4 776	6,9%	+0,5%	57	3,9%	-31,3%
Moyens de transport	3 352	4,8%	+11,5%	46	3,1%	+43,8%
Transports & Logistique	3 244	4,7%	+10,8%	37	2,5%	+12,1%
Services collectifs	2 563	3,7%	+22,3%	72	4,9%	+20,0%
Agroalimentaire	2 112	3,0%	+3,3%	54	3,7%	+20,0%
Biens de consommation	2 002	2,9%	+11,7%	41	2,8%	-4,7%
Textile habillement cuir	1 797	2,6%	+0,2%	33	2,3%	-8,3%
Médias & Loisirs	1 750	2,5%	+16,8%	58	4,0%	+45,0%
Informatique & Electronique	1 728	2,5%	+7,6%	46	3,1%	-20,7%
Agriculture & Pêche	1 544	2,2%	+7,4%	75	5,1%	+19,0%
Holding	1 252	1,8%	+6,4%	161	11,0%	+15,0%
Biens d'équipement du foyer	1 134	1,6%	-4,3%	30	2,0%	-38,8%
Biens d'équipement industriels	1 130	1,6%	+5,8%	38	2,6%	+26,7%
Services financiers	751	1,1%	+3,7%	58	4,0%	+3,6%
Bois Papier Carton & Imprimerie	480	0,7%	+10,1%	9	0,6%	-25,0%
Métaux	464	0,7%	+19,3%	14	1,0%	-33,3%
Pharmacie	183	0,3%	+7,6%	19	1,3%	+35,7%
Télécommunications	155	0,2%	+4,7%	4	0,3%	+100,0%
Produits minéraux et Chimie	148	0,2%	+28,7%	4	0,3%	-55,6%
En cours d'attribution	139	0,2%	+90,4%	1	0,1%	-
Energie	130	0,2%	+25%	5	0,3%	+150,0%
TOTAL	69 262	100%	+7,3%	1 466	100%	-2,2%

* RJ / LJ : redressements judiciaires / liquidations judiciaires directes

** PS : procédures de sauvegarde

Source : ELLISPHERE

Profil des entreprises DROM

Chiffres à fin décembre 2025 sur 12 mois glissants

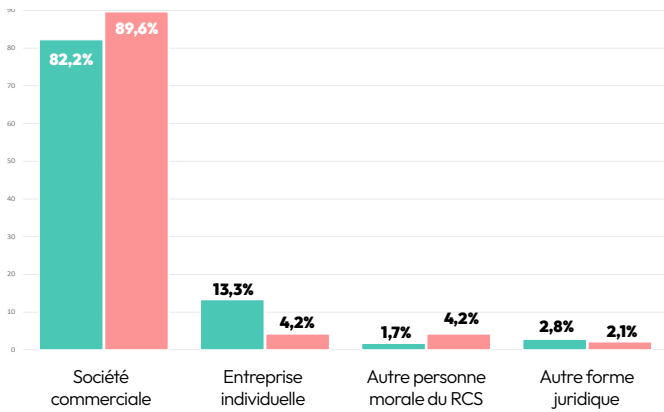
● Redressements judiciaires et liquidations judiciaires directes

● Procédures de sauvegarde



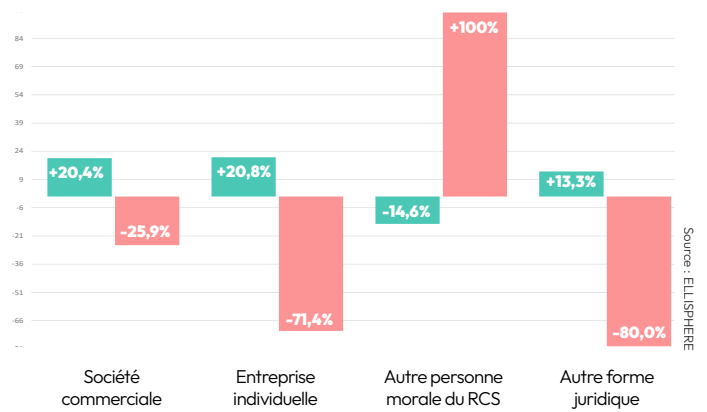
PROFIL DES ENTREPRISES PAR FAMILLE JURIDIQUE

Répartition en % des entreprises



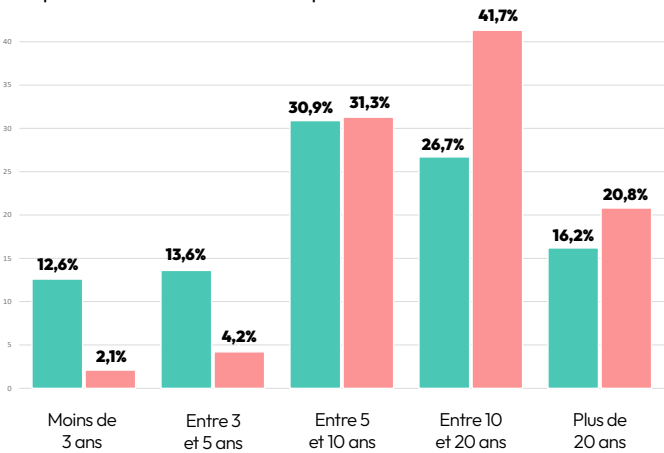
PROFIL DES ENTREPRISES PAR FAMILLE JURIDIQUE

Evolution en % du nombre d'entreprises



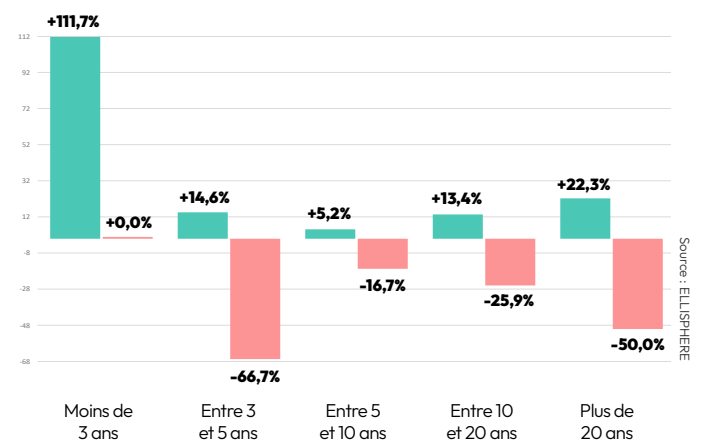
PROFIL DES ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

Répartition en % des entreprises



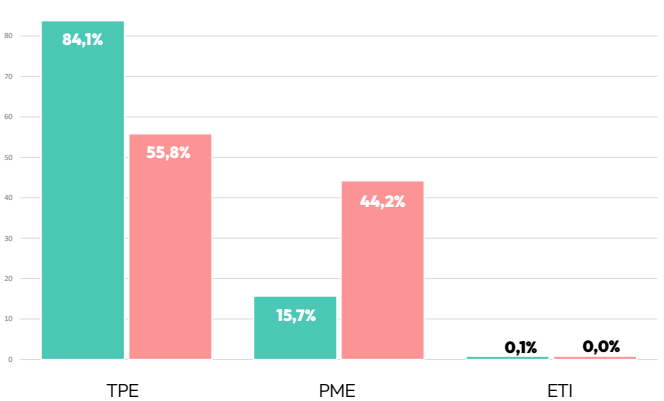
PROFIL DES ENTREPRISES PAR TRANCHE D'ÂGE

Evolution en % du nombre d'entreprises



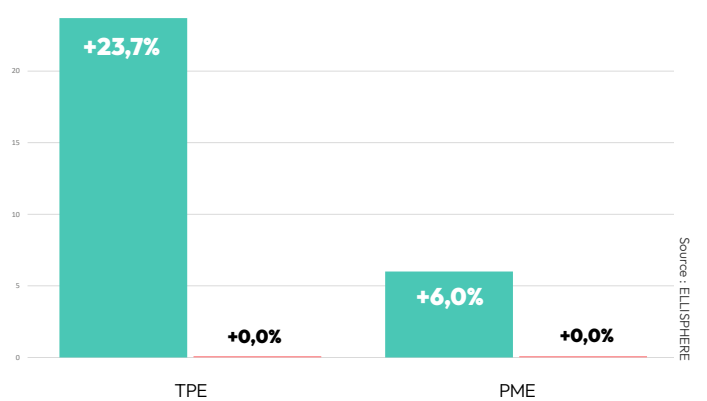
PROFIL DES ENTREPRISES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Répartition en % des entreprises



PROFIL DES ENTREPRISES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Evolution en % du nombre d'entreprises



Profil des entreprises DROM



PROCÉDURES PAR RÉGION

en nombre et en pourcentage à fin décembre 2025 sur 12 mois glissants

DEPARTEMENT	Nombre de RJ et LJ *	Répartition	Evolution 2024 / 2025	Nombre de PS **	Répartition	Evolution 2024 / 2025
LA REUNION	1207	49,4%	+7,0%	20	41,7%	-45,9%
MARTINIQUE	547	22,4%	+20,5%	2	4,2%	-75,0%
GUADELOUPE	469	19,2%	+47,5%	14	29,2%	-39,1%
GUYANE	182	7,5%	+184,4%	10	20,8%	+400%
MAYOTTE	36	1,5%	-20,0%	2	4,2%	+100%
TOTAL	2 441	100%	+19,5%	48	100%	-32,4%

Source : ELLISPHERE

PROCÉDURES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

en nombre et en pourcentage à fin décembre 2025 sur 12 mois glissants

ACTIVITE	Nombre de RJ et LJ *	Répartition	Evolution 2024 / 2025	Nombre de PS **	Répartition	Evolution 2024 / 2025
Bâtiment et Travaux publics	680	27,9%	+10,6%	12	25,0%	+50,0%
Services aux particuliers	378	15,5%	+29%	4	8,3%	-55,6%
Services aux entreprises	265	10,9%	+41,7%	5	10,4%	-16,7%
Services collectifs	170	7,0%	+38,2%	8	16,7%	-33,3%
Distribution	153	6,3%	+20,5%	-	-	-
Agroalimentaire	123	5,0%	+20,6%	1	2,1%	-85,7%
Moyens de transport	102	4,2%	+10,9%	1	2,1%	0,0%
Transports & Logistique	97	4,0%	+19,8%	1	2,1%	-80,0%
Biens de consommation	68	2,8%	+3%	1	2,1%	-66,7%
Textile habillement cuir	66	2,7%	+24,5%	2	4,2%	+100%
Agriculture & Pêche	51	2,1%	+15,9%	1	2,1%	0,0%
Holding	41	1,7%	+57,7%	4	8,3%	+100%
Biens d'équipement industriels	40	1,6%	+48,1%	-	-	-
Médias & Loisirs	40	1,6%	-16,7%	1	2,1%	0,0%
Biens d'équipement du foyer	33	1,4%	-2,9%	1	2,1%	-66,7%
Informatique & Electronique	30	1,2%	-3,2%	1	2,1%	-75,0%
Métaux	29	1,2%	+7,4%	1	2,1%	-66,7%
Energie	22	0,9%	+83,3%	-	-	-
Services financiers	17	0,7%	-22,7%	1	2,1%	-50,0%
Bois Papier Carton & Imprimerie	13	0,5%	+18,2%	1	2,1%	-
Télécommunications	10	0,4%	-9,1%	-	-	-
Produits minéraux et Chimie	7	0,3%	+600%	1	2,1%	-
Pharmacie	5	0,2%	-28,6%	1	2,1%	-50,0%
En cours d'attribution	1	0,0%	-66,7%	-	-	-
TOTAL	2 441	100%	+19,5%	48	100%	-32,4%

Source : ELLISPHERE

* RJ / LJ : redressements judiciaires / liquidations judiciaires directes

** PS : procédures de sauvegarde

MÉTHODOLOGIE ELLISPHERE

Les données utilisées dans cette étude sont extraites de la base ELLISPHERE le 15 janvier 2026 pour les RJ/LJ en France hexagonale, le 19 janvier 2026 pour les RL/LJ dans les DROM et le 9 janvier 2026 pour les procédures de sauvegarde. Cette étude considère les entités immatriculées avec SIREN en France hexagonale et dans les Départements et Régions d'Outre-mer dont l'activité et la forme juridique sont connues.

Les défaillances d'entreprise sont comptabilisées sur 12 mois glissants et prennent en compte les ouvertures de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire directe. Les procédures de sauvegarde sont comptabilisées séparément.

PROFIL DES ENTREPRISES

Le profil des entreprises étudiées prend en compte, à la date d'extraction : l'adresse du siège social, le code APE (NAF 2008), le statut juridique, l'année de création, l'effectif, le chiffre d'affaires et le total bilan. Ce profil est établi à partir de critères géographiques, sectoriels, d'ancienneté et d'âge des entreprises.

DÉFINITIONS

La procédure de sauvegarde permet, aux entités en difficultés n'étant pas en cessation de paiement, le maintien de l'activité et de l'emploi, l'apurement du passif et leur réorganisation ; elle peut déboucher sur un plan de sauvegarde arrêté par le tribunal de commerce.

Le redressement judiciaire permet, aux entités en cessation de paiement, le maintien de l'activité et de l'emploi, l'apurement du passif et leur réorganisation ; il peut déboucher sur un plan de redressement arrêté par le tribunal de commerce.

La liquidation judiciaire est une procédure pour les entités en cessation de paiement dont le redressement apparaît manifestement impossible.

L'homologation de conciliation est un accord amiable publié au tribunal de commerce pour les entités en cessation de paiement depuis moins de 45 jours résultant d'une conciliation négociée avec les principaux créanciers.

Le référentiel d'ELLISPHERE met à disposition de l'information économique, légale et financière sur près de 16,8 millions d'entités françaises jusqu'à 10 ans après leur date de cessation.

SUIVEZ L'ACTUALITÉ D'ELLISPHERE

WWW.ELLISPHERE.COM





ELLISPHERE

Trust. Powered by data

www.ellisphere.com

Lille – Lyon – Marseille – Paris La Défense – Nantes – Strasbourg – Toulouse – Tours

Siège social : Tour Franklin – 100-101 Terrasse Boieldieu – 92042 Paris La Défense Cedex

Adresse postale : Immeuble Alpierre – 74 rue Gorge de Loup – 69009 Lyon

S.A.S. au capital de 2 519 229 euros – 482755741 RCS Nanterre